

Douze idées reçues (et fausses) sur la faim...

Pour mieux comprendre la faim, il s'agit d'en finir avec un certain nombre d'idées reçues fausses qui ont la vie dure.

Ce sont souvent des idées qui datent et se réfèrent à des situations passées: ainsi, la faim comme conséquence d'une pénurie correspond assez bien à l'explication des famines du passé, mais plus du tout aux crises alimentaires actuelles (**[Lire davantage sur les crises alimentaires](#)**).

Ces idées sont aussi souvent le résultat d'un traitement superficiel de la question de la faim dans la plupart des médias où l'on dispose de peu de temps pour exposer les nouvelles (de quelques dizaines de secondes à un maximum de quelques minutes!). La conséquence de cet état de fait est qu'on se borne à n'exposer que la cause immédiate de la faim, sans chercher à comprendre les causes profondes (la cause de la cause, et la cause de la cause de la cause...). Ainsi, le climat et les intempéries (sécheresse ou inondations) sont souvent invoquées pour expliquer la faim sans chercher à voir pourquoi rien n'a été fait pour faire de la prévention ou éviter les conséquences négatives des accidents climatiques.

Ce traitement superficiel de la faim est l'une des raisons pour laquelle les idées reçues ont la vie dure et persistent dans l'esprit du public, empêchant par la même la prise de conscience de ce qu'il faudrait faire pour vraiment résoudre le problème de la faim.

Nous passerons en revue ici quelques idées reçues, avec l'espoir de faire valoir des arguments pour enfin en venir à bout:

Idée reçue 1 : la faim est due à un manque de disponibilité de nourriture

Idée reçue 2 : la faim est le résultat d'une croissance démographique trop rapide

Idée reçue 3 : la faim est due à des événements météorologiques ou à la guerre

Idée reçue 4 : pour résoudre le problème de la faim, il faudrait augmenter l'aide alimentaire

Idée reçue 5 : la faim est une fatalité

Idée reçue 6: c'est en Afrique que se trouve le plus de personnes souffrant de la faim

Idée reçue 7: la faim c'est ces images d'enfants décharnés se trouvant dans les camps de réfugiés

Idée reçue 8: la faim est la conséquence de la pauvreté

Idée reçue 9: lutter contre la faim c'est trop cher en période de crise

Idée reçue 10: la question principale à résoudre c'est la volatilité des prix alimentaires

Idée reçue 11: les OGM sont la solution pour la faim dans le monde

Idée reçue 12: l'agriculture chimique est indispensable pour nourrir le monde

Idée reçue 1: La faim est due à un manque de disponibilité de nourriture

Faux.

Les disponibilités en nourriture n'ont jamais été aussi importantes qu'à ce jour.

La Terre produit assez de calories et de protéines pour nourrir sa population actuelle. Pour être en bonne santé, l'être humain doit disposer d'au minimum 2000 calories/jour. La terre en produit 3500 par personne et par jour. Le problème c'est la répartition de la nourriture: certains mangent bien plus que ce dont ils ont besoin (ce qui entraîne des problèmes de santé publique telle que l'obésité et les maladies cardiovasculaires) et ils gaspillent la nourriture, alors que d'autres mangent bien moins que le minimum requis pour rester en bonne santé et actifs.

A la base de cette question de répartition se trouve la répartition des revenus: ceux qui ne mangent pas suffisamment n'ont pas assez de moyens d'existence (revenus, dons ou ressources provenant filets de sécurité sociaux) pour acquérir l'alimentation dont ils ont besoin.

Cette réalité est bien illustrée par le fait que la faim subsiste dans certains pays exportateurs de nourriture. Dans ces pays, la nourriture est exportée alors qu'une fraction importante de la population ne mange pas à sa faim.

L'exemple criant de cette situation est l'Inde où en 2010-12 plus de 215 millions de personnes étaient sous-alimentées alors qu'en même temps le pays exporte du riz. En fait, on s'attend même à ce que l'Inde soit le premier exportateur de riz en 2012 (7 millions de tonnes d'exportations prévues).

De même en Ethiopie, en pleine crise de sécurité alimentaire en 2008, alors que des millions de personnes se trouvaient dans l'incapacité de s'alimenter, les marchés étaient approvisionnés, mais à un prix hors de portée des plus pauvres.

Au Tchad, fin 2012, malgré de bonnes récoltes, on s'attend à ce qu'une bonne part de la population continue de peiner pour acheter les denrées alimentaires à des prix élevés, à cause de leur endettement élevé [lire]

Le vrai problème de la faim aujourd'hui n'est donc pas la disponibilité de nourriture, mais l'incapacité dans laquelle se trouve une partie de la population d'avoir les ressources nécessaires pour avoir accès à la nourriture disponible. Il ne faut pas confondre la question de la faim dans le monde avec la question de la satisfaction des besoins alimentaires futurs de l'humanité. Le fait que la majorité des personnes sous-alimentées vivent de l'agriculture ne doit pas nous faire penser que produire plus va résoudre la question de la faim. Ce qu'il faut, c'est arriver à faire en sorte que ces personnes puissent disposer de moyens de subsistance suffisants pour mener une vie décente et s'alimenter correctement et qu'ils ne soient pas **exclus des actions en faveur de la sécurité alimentaire**. Cela passe bien sûr par un développement de l'agriculture qui puisse donner toute leur place à ces personnes. Mais ce ne sera pas suffisant, et il faudra autre chose que le développement agricole. De plus ce développement agricole ne devra pas simplement être synonyme d'augmenter la production...

Idée reçue 2: la faim est le résultat d'une croissance démographique trop rapide

Faux.

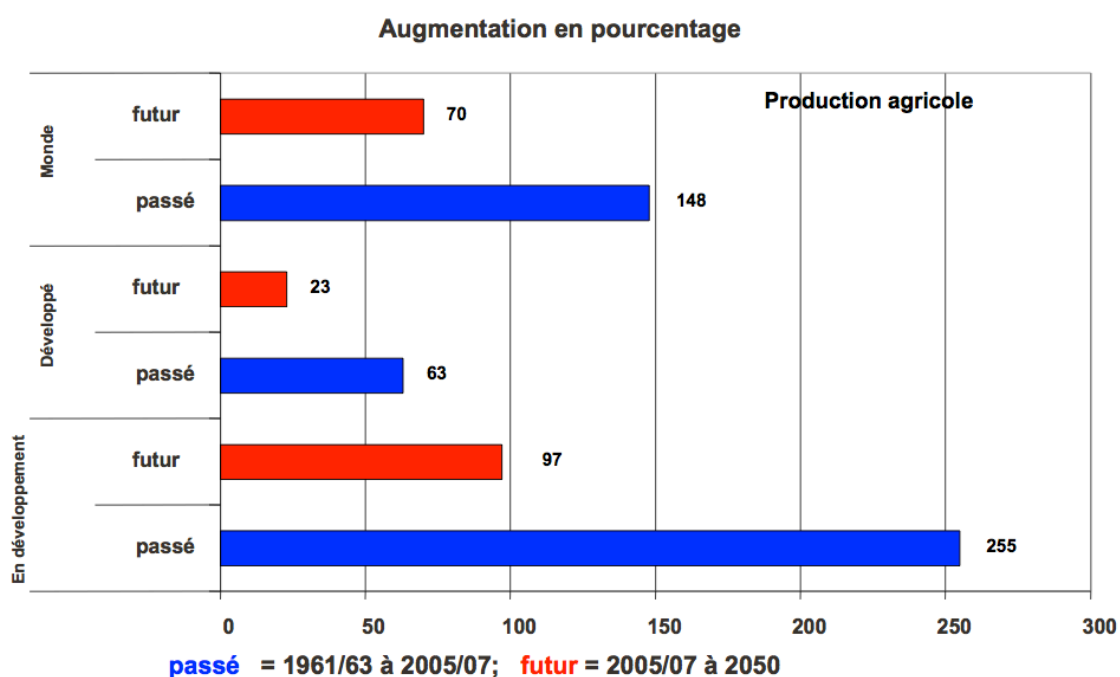
La population mondiale est passée de 3 milliards en 1960 à environ 7 milliards aujourd'hui, soit une augmentation de plus 133% en un peu plus de 40 ans.

La production alimentaire mondiale, pour sa part, a augmenté plus rapidement encore : plus 146% entre 1961/63 et 2005/07 pour le monde entier et plus 255% dans les pays non industrialisés.

On prévoit que la population mondiale atteindra environ neuf milliards de personnes en 2050, soit une augmentation de 29%. Ceci entrainera une augmentation de la demande alimentaire de 60 à 70%, du fait d'un changement du niveau et de la composition de l'alimentation (plus de viande, de fruits et de légumes, et moins de céréales et de tubercules). Ce changement du niveau et de la composition est dû à l'amélioration du revenu moyen.

Le rythme d'augmentation nécessaire de la production dans les 40 années à venir sera donc bien inférieur à ce qu'il a été lors des quarante années passées, même si le régime alimentaire continue à changer selon la tendance observée (voir graphe). Notons aussi que la quantité de nourriture requise pour éliminer immédiatement la faim est très petit comparé à la nourriture disponible (moins de 1% de la production alimentaire mondiale selon [Trueba and MacMillan](#)) et à la nourriture gaspillée.

Evolution passée de la production et future de la demande agricole



Source : FAO

Ces chiffres peuvent donner un sentiment d'optimisme, puisque l'effort à produire dans l'avenir sera bien inférieur à ce qui a été réalisé dans le passé récent. Il subsiste cependant quelques interrogations:

- cette augmentation de la production sera-t-elle possible en adoptant des technologies de production qui soient moins destructrices des ressources naturelles (y compris génétiques), moins productrices de gaz à effet de serre et plus abordables par la masse des petits producteurs qui constituent la majeure partie des sous-alimentés?
- les modes de consommations futurs pourront-ils être basés sur des régimes alimentaires moins riches en composants exigeants en ressources naturelles (terre, eau), comme les produits d'origine animale?
- Pourra-t-on enfin sérieusement réduire les gaspillages au Nord et les pertes après récolte au Sud?

(Lire davantage sur les perspectives à long terme et sur [l'émission de gaz à effet de serre](#))

On peut espérer que les mouvements de consommation (réduction de la consommation de produits animaux) dont on peut observer l'émergence notamment dans les pays industrialisés se confirmeront dans les décennies à venir et qu'ainsi la pression sur les ressources de la planète sera plus modeste que prévu. Il s'agira certainement de trouver des moyens pour encourager ces changements.

Idée reçue 3: la faim est due à des événements météorologiques ou à la guerre

Faux

La guerre et les événements météorologiques extrêmes (sécheresse, inondations) peuvent avoir un effet dramatique pour les populations, les jetant dans une situation extrême de dénuement et de malnutrition, du fait d'un échec des cultures ou d'une désorganisation de la production et des échanges. Ces événements et leurs conséquences sont fortement répercutés dans les médias. Mais ce n'est là que la pointe de l'iceberg de la faim.

Ainsi, en 2005, la crise au Niger, au Soudan, dans la Corne de l'Afrique et en Afrique australe avait mis 35 millions d'africains dans une situation d'urgence nécessitant une aide alimentaire. Ce chiffre certes très impressionnant n'est cependant rien comparé aux près de 250 millions de personnes qui se trouvaient dans une situation d'insécurité alimentaire chronique sur le continent africain.



En 2012, la crise de la Corne de l'Afrique dont on parle beaucoup dans la presse concerne environ 12 millions de personnes à Djibouti, en Ethiopie, au Kenya et en Somalie, alors que dans ces pays, on estime à environ 50 millions le nombre de personnes souffrant de faim chronique.

C'est la vulnérabilité chronique et l'affaiblissement physique de millions de personnes qui fait que le moindre choc (économique, politique, sanitaire ou climatique) pourra les jeter dans un dénuement extrême. C'est ce que l'on a appelé « les urgences oubliées » par opposition aux urgences dont on parle dans la presse. Ce phénomène, peu visible et donc peu télégénique, constitue cependant la réalité de la faim. Près d'un milliard de personnes se trouvent ainsi dans une situation où leur sous-alimentation les rend incapables de travailler pleinement et les transforme en victimes désignées de maladies qui seraient bénignes pour une personne en pleine possession de ses moyens.

Idée reçue 4: pour résoudre le problème de la faim, il faudrait augmenter l'aide alimentaire

Faux

Si l'aide alimentaire reste un moyen pour sauver des vies humaines en situation d'urgence extrême (guerre, sécheresse, tremblement de terre, cyclone, etc.), elle est extrêmement coûteuse et tend à décourager la production locale quand elle n'est pas utilisée à bon escient.



Ainsi, une étude a montré que chaque dollar de nourriture distribué par les États-Unis coûte 2,13 dollars au budget américain, du fait de quasi-monopoles dans la fourniture et le transport des produits, et l'utilisation de moyens peu efficaces pour le transport et la distribution locale. De plus, il faut en moyenne 5 mois pour faire parvenir l'aide alimentaire américaine sur place.

Malgré le coût et la faible efficacité de l'aide alimentaire, elle attire plus de ressources financières que l'aide au développement agricole. Ainsi, en 2002 les pays de l'OCDE allouaient 4,8% de leur aide à l'aide alimentaire, contre 4,7% à l'aide au développement agricole (Statistiques OCDE-DAC). A peu près à la même époque, la Commission européenne utilisait 5,5% de son aide pour le développement de l'agriculture, les forêts et les pêches, mais 7,3% pour l'aide alimentaire.

L'aide alimentaire est devenue au fil des années une véritable institution qui d'un côté permet aux pays industrialisés de subventionner leur agriculture sans risquer les foudres de l'OMC, et de l'autre, de faire une concurrence déloyale aux producteurs des pays non industrialisés dans les pays ne connaissant pas de situation d'urgence. Ainsi, grâce à leur loi PL480, les États-Unis ont distribué près de 350 millions de tonnes en 50 ans, bien que les quantités distribuées annuellement aient baissé au cours des ans.

Enfin, l'aide alimentaire a également été largement utilisée à des fins géopolitiques. Ainsi les États-Unis sont accusés d'avoir utilisé l'aide alimentaire pour renverser le régime éthiopien dans les années 80.

Localement, l'aide alimentaire désorganise les réseaux commerciaux déjà faibles, diminue la demande pour les produits locaux, peut induire une tendance à la dépendance et des changements de comportements alimentaires qui peuvent aider à la pénétration de produits d'importation qui ne peuvent être produits localement (tel que le blé dans les pays tropicaux).

Elle peut aussi faire l'objet de détournement en faveur des élites locales qui parfois revendent les produits apportés par l'aide. Dans certains cas, elle a également été utilisée pour alimenter à moindre frais l'armée ou a été réservée aux zones réputées favorables au gouvernement, au détriment de celles supportant l'opposition (par exemple par le régime de Mugabe au Zimbabwe)

Enfin, l'aide peut avoir un effet négatif sur le soutien qu'apportent les gouvernements au développement agricole. Ainsi, le premier ministre Ougandais, dans son discours d'introduction à la première réunion des ministres de l'agriculture du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) en novembre 2002, a expliqué l'insécurité alimentaire en Afrique par le fait que certains décideurs pensent qu'ils disposeront toujours d'aide d'urgence en cas de crise alimentaire et qu'il vaut mieux investir le peu d'argent qu'ils ont à leur disposition immédiate dans d'autres activités que l'agriculture.

En conclusion, l'aide alimentaire est utile certes, mais elle doit être utilisée uniquement dans des situations où c'est la disponibilité en alimentation qui est le problème. De plus sa gestion doit être soumise à une surveillance très serrée pour éviter tout détournement. Mais dans tous les cas, elle ne constitue pas une solution au problème de la faim car elle ne cherche pas à résoudre les causes profondes de l'insécurité alimentaire mais seulement à parer à l'urgence.

Idée reçue 5: la faim est une fatalité

Faux

La faim n'est pas une fatalité mais une conséquence des choix politiques fait par les hommes. Elle résulte directement du mode d'organisation du système alimentaire international, de la faiblesse des moyens mis en œuvre pour lutter contre la pauvreté, de l'abandon dans lequel l'agriculture familiale a été laissée au cours des dernières décennies, alors que ce sont précisément les petits producteurs agricoles qui constituent le plus fort contingent de sous-alimentés [lire].

Ainsi, les pays non-industrialisés ont eu tendance à réduire la part relative des dépenses en faveur de l'agriculture et l'alimentation au fils des ans, et l'aide au développement de l'agriculture a diminué relativement à l'aide au développement passant de près de 17 % du total dans les années 70 à 3% au début des années 2000. Malgré cela, la production agricole a cru plus rapidement dans les pays non-industrialisés que dans les pays industrialisés.

Si l'on cherche derrière les causes immédiates de l'insécurité alimentaire, qu'elle soit chronique ou qu'elle résulte d'une crise, l'on constate que ces causes auraient pu être éliminées ou fortement réduites si les décisions appropriées avaient été prises par les gouvernements ou la communauté internationale.

La crise alimentaire de 2007-08 en est l'illustration parfaite qui peut être expliquée par toute une série d'erreurs ou de manquements dans le domaine des politiques [lire]. Ces erreurs ou ces manquements, malheureusement, ne sont souvent pas le fruit du hasard mais une conséquence des rapports de force existant tant dans les pays industrialisés où ils sont en faveur de l'agriculture que dans les pays non-industrialisés où ils ont tendance à pénaliser ce secteur [lire].

Ce constat, pour dramatique et décourageant qu'il soit, doit cependant aussi être une source d'espoir. Si la faim est une conséquence des décisions prises par les hommes, cela signifie que d'autres décisions peuvent défaire le faisceau de causes aboutissant à la faim. C'est là un message d'espoir qui demande que tout un chacun se mobilise pour influencer les politiques dans un sens qui aboutisse, enfin, à l'éradication de la faim.

Idée reçue 6: c'est en Afrique que se trouve le plus de personnes souffrant de la faim

Faux

La FAO estime qu'il y avait 868 millions de personnes sous-alimentées dans le monde en 2010-12 (dernier chiffre officiel disponible au moment de la rédaction de ce texte). Sur ce total 239 millions de personnes vivaient en Afrique, soit un peu plus de 27% du total.

L'Asie au même moment comptait quant à elle 568 millions de personnes sous-alimentées, soit les 2/3 des personnes se trouvant en situation d'insécurité alimentaire dans le monde.

L'Inde à elle seule comprenait 217 millions de sous-alimentés (à peine moins que l'Afrique), alors que la Chine, qui a vu une réduction remarquable de la faim au cours des années, avait encore une population de près de 158 millions de sous-alimentés.

Cette idée fautive provient du fait que l'Afrique est sujette à plus de situations extrêmes et de crises alimentaires dues soit à la guerre, soit aux événements météorologiques et est donc très présente dans les médias qui se bornent en général à couvrir ce type de crises. Elle est également de ce fait plus présente que les autres continents dans les campagnes des ONG actives dans l'aide alimentaire d'urgence.

[Lire davantage sur les faits et des chiffres sur la faim dans le monde](#)

[Consulter le rapport de la FAO sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2011](#)

Idée reçue 7: la faim c'est ces images d'enfants décharnés se trouvant dans les camps de réfugiés

Faux

Ces images intolérables d'enfants en état d'extrême dénutrition que l'on trouve dans les médias lors de crises qui font la une de l'actualité ne sont pas représentatives du phénomène de la faim. Ce sont là des images de situations extrêmes qui heureusement ne touchent que quelques dizaines de millions de personnes dans le monde, comme par exemple à l'heure actuelle dans la Corne de l'Afrique. Le fait que 260 000 personnes soient mortes de faim lors de la famine de 2008-2010 en Somalie est horrible, mais bien davantage de personnes meurent prématurément chaque année à cause de la faim chronique.



Mais la grande masse des personnes qui souffrent de la faim (près d'un milliard de personnes) ne présente pas de symptômes aussi extrêmes que les enfants que l'on voit sur les images médiatisées. Ce sont pourtant des personnes qui sont dans un état de faiblesse physique qui ne leur permet souvent pas d'avoir l'énergie pour travailler et de se sortir de la situation dans laquelle elles se trouvent. Cette faiblesse physique les rend aussi très vulnérables aux maladies car elle a tendance à les affaiblir d'un point de vue immunitaire.

Ces personnes sont également en situation de grande précarité économique qui les rend incapables de faire face au moindre choc (mauvaises récoltes du fait d'un accident climatique ou d'attaque de ravageurs, flambée des prix alimentaires, etc.) qui risque de les jeter dans un état de dénuement extrême.

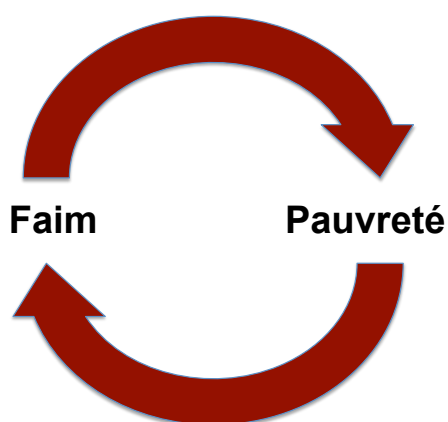
Ceci est très important, car les solutions appropriées pour intervenir dans des situations d'extrême urgence (aide alimentaire) ne s'appliquent pas dans le cas de la majorité des personnes souffrant de la faim. Ceux-ci demandent des formes d'appui différentes qui leur permettent de sortir de la précarité et de se prendre en charge en travaillant pour s'assurer un revenu durable et suffisant pour faire face à leurs besoins de base de façon autonome.

Idée reçue 8: la faim est la conséquence de la pauvreté

Pas seulement...

La faim est une conséquence de la pauvreté, car c'est le manque de moyens de subsistance qui fait que certaines personnes n'ont pas accès à suffisamment de nourriture pour avoir une alimentation correcte.

Mais ce n'est pas tout. La faim elle-même maintient les personnes sous-alimentées dans la pauvreté. Il y a donc un véritable cercle vicieux faim - pauvreté.



En effet, la pauvreté est, elle-même, une conséquence de la sous-alimentation chronique. De nombreuses études ont prouvé que la sous-alimentation était un facteur de reproduction d'une situation de pauvreté.

Une personne sous-alimentée voit en effet son développement physique et intellectuel diminué et sa capacité de travail réduite. Il ou elle est également plus susceptible de tomber malade, et donc de ne pas pouvoir travailler du tout.

La sous-alimentation est aussi un vecteur d'héritage de la pauvreté, car les femmes affaiblies par un régime alimentaire insuffisant pendant leur grossesse donnent naissance à des enfants petits et fragiles qui vont souffrir d'un handicap physique voire intellectuel dès leur naissance et tout au long de leur vie. Un enfant sous-alimenté réussit moins bien à l'école d'abord du fait d'une attention réduite – à cause de la faim – mais aussi, dans un grand nombre de cas, du fait d'un développement intellectuel déficient.

Enfin, la pauvreté est l'ennemi du risque : un pauvre hésitera à se lancer dans des activités économiques risquées, qui sont souvent les plus rentables.

Idée reçue 9: lutter contre la faim c'est trop cher en période de crise

Faux

Lutter contre la faim est un investissement rentable qui génère de la croissance économique. De nombreuses études apportent les preuves nécessaires pour établir que la réduction de la faim et l'amélioration de la nutrition a un effet direct sur la croissance économique. Une population mieux nourrie a la capacité physique et intellectuelle de participer activement et profiter des bienfaits générés par la croissance économique.

Une série d'études faites par le Programme Alimentaire Mondial illustre le coût de la faim. Du fait de la perte de millions d'heures de travail, d'une baisse de la productivité du travail, de freins à l'apprentissage des élèves, de décès dus à la sous alimentation et de dépenses de santé supplémentaires, ces études estiment que la faim coûte annuellement 4,7 milliards de dollars (16,5% du PIB) à l'Ethiopie, 3,7 milliards de dollars à l'Egypte (1,9% du PIB), 900 millions de dollars à l'Ouganda (5,6% du PIB) et 92 millions de dollars au Swaziland (3,1% du PIB).

Les ressources requises pour lutter de façon durable contre la faim, en développant l'agriculture et l'emploi tant en zone rurale qu'en zone urbaine sont bien inférieures au coût de la faim ou aux sommes qui ont été déboursées pour tenter de résoudre d'autres problèmes.

Ainsi, par exemple, la FAO et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) ont estimé en 2002 qu'il faudrait investir annuellement 4,6 milliards de dollars pour atteindre la sécurité alimentaire dans le continent en moins de 15 ans. Ce chiffre est ridiculement bas si on le compare à l'aide apportée par les pays de l'OCDE à leur agriculture (plus de 350 milliards de dollars par an) ou les ressources mobilisées par la communauté internationale pour gérer la crise financière internationale (jusqu'à 2000 milliards rien que par les Etats-Unis pour financer leur plan de stabilité financière en février 2009).

L'élan créé par la Conférence de haut niveau réunie à Rome en juin 2008, suivie par le Sommet mondial de l'alimentation en 2009 et la réunion du G8 à l'Aquila au mois d'août de la même année avaient entraîné des promesses par les pays les plus riches d'un financement de plus de 20 milliards de dollars, au moment où la crise alimentaire frappait tant les pays pauvres que les pays riches. Malheureusement, la crise économique et financière a provoqué un désintérêt des pays riches pour la question alimentaire. Au bout du compte, ces pays n'ont mobilisé que très peu de financements additionnels (à peine quelques milliards en 2009)...

Idée reçue 10: la question principale à résoudre c'est la volatilité des prix alimentaires

Faux

En fin d'année 2010, avec l'augmentation observée de certains prix alimentaires, les médias, les organisations internationales (FAO, OCDE, IFPRI, etc.) et le G8/G20 présidé par la France ont pris comme thème prioritaire la question de la volatilité des prix, prenant souvent volatilité et hausse des prix comme équivalent dans leurs discours. Sont aussi pris comme équivalents volatilité et spéculation...

Or, si la volatilité des prix a trait au caractère imprévisible des mouvements des prix et est définie par leur degré de variation (estimé par le coefficient de variation des prix observés), différentes études rapportées dans les [Perspectives agricoles 2010-2019 de la FAO et de l'OCDE](#) montrent qu'elle n'a guère augmenté au cours de ces dernières années, et qu'elle a même été moindre ces dernières années qu'au cours des années 70. Cette volatilité résulte du fait que les marchés agricoles mettent en rapport d'un côté une production qui dépend fortement des conditions climatiques et qui ne réagit pas rapidement aux conditions de marché, et de l'autre une demande qui est, elle aussi, du moins pour les produits de base, assez peu sensible aux changements de prix dans la mesure où ces produits sont essentiels pour les consommateurs.

Cette situation est favorable à la flambée des prix au cas où il y a un manque de disponibilité, ceci d'autant plus s'il n'y a pas de stocks à mettre sur le marché pour compenser le déficit de production ou si les taux d'intérêt faibles encouragent la tenue de stocks. C'est la situation qui s'est produite en 2008 et qui s'est renouvelée encore en 2010-2011. C'est aussi une situation qui peut arriver fréquemment dans des pays enclavés qui du fait des coûts de transport prohibitifs se trouvent isolés des principales sources extérieures d'approvisionnement.

Même s'il peut être de quelque utilité d'analyser ce phénomène du point de vue du fonctionnement des marchés, cela ne paraît pas prioritaire, car il faut bien savoir que tout aménagement de la réglementation du marché et des politiques pour réduire la volatilité qu'il faut bien traiter d'épiphénomène, ne résoudra pas la question de fonds, à savoir l'augmentation durable de la production agricole au profit des producteurs les plus pauvres, la réduction de sa dépendance envers le climat et l'encouragement à maintenir un minimum de stocks de sécurité.

On est en droit de se demander si l'importance accordée à la question de la volatilité et de sa résolution par une réglementation de la spéculation n'est pas utilisée comme diversion pour cacher le fait que la Communauté internationale n'a pas été en mesure de tenir les engagements pris en juin 2009 au Sommet mondial sur l'alimentation tenu à Rome et au Sommet du G8 de l'Aquila au mois d'août suivant, de mobiliser plusieurs dizaines de milliards de dollars pour investir dans l'agriculture. Mais c'était avant le plus fort de la crise financière et économique...

Idée reçue 11: les OGM sont la solution pour la faim dans le monde

Faux

Les OGM se trouvent au centre de multiples polémiques, dont la plus récente est la conséquence de l'étude menée par le professeur Séralini sur l'effet de la consommation du maïs NK603 de la firme Monsanto sur la santé¹ (lire dans notre rubrique [Nouvelles, mois de septembre](#) et [octobre 2012](#)).

Les partisans des OGM soulignent leur potentialité en terme de lutte contre les ravageurs, résistance aux herbicides, à la sécheresse, amélioration de l'assimilation des éléments (phosphore, azote) ou amélioration de la valeur nutritive du produit. Ils utilisent souvent comme argument que les OGM «contribueront à réduire la faim dans le monde» pour justifier leur promotion.

Les opposants aux OGM insistent sur les risques environnementaux (par exemple l'utilisation accrue de pesticides - [video de Greenpeace](#)) et de santé publique que ces organismes peuvent créer ainsi que sur la question de l'appropriation du vivant par des intérêts privés (par exemples les semenciers tels que la firme Monsanto).

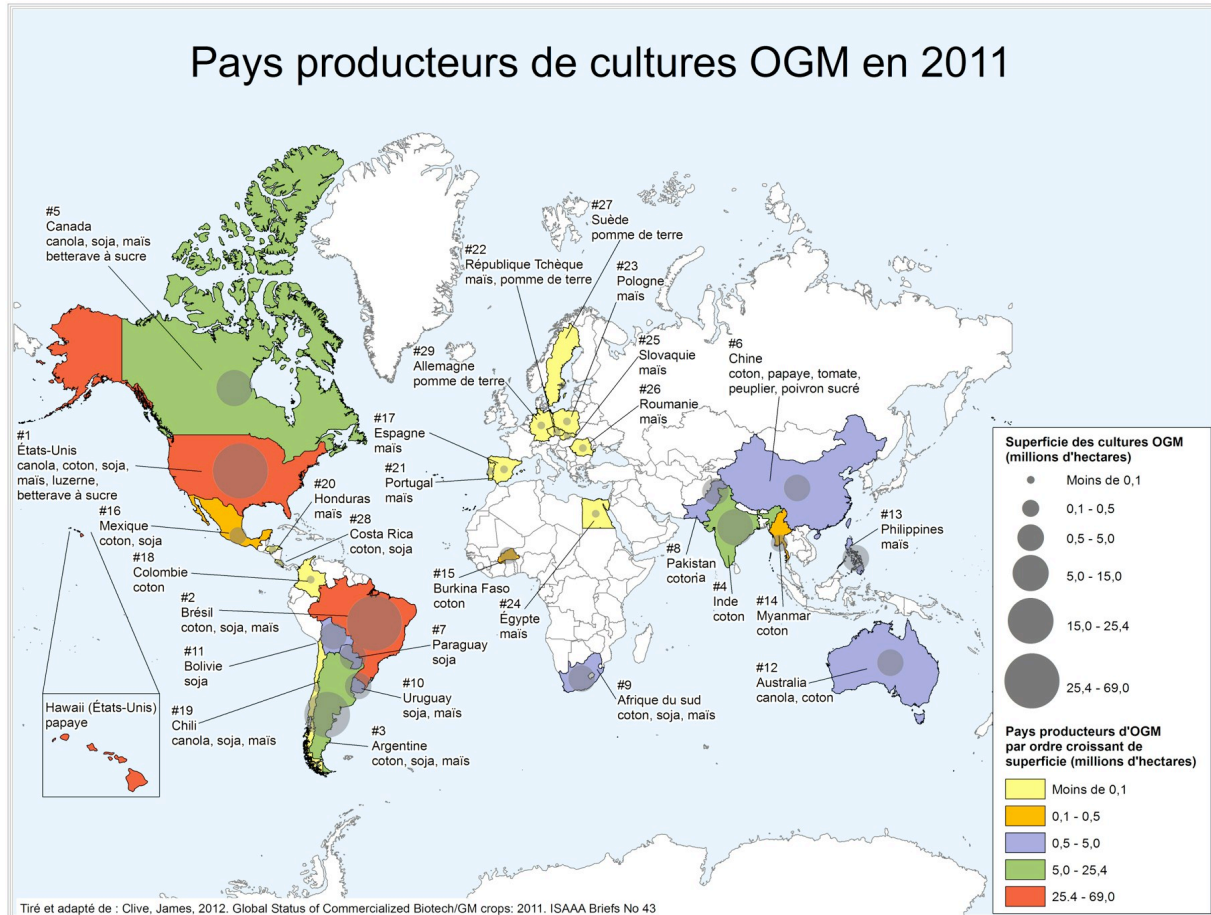
Du point de vue de la faim dans le monde, il s'agit de voir si les OGM peuvent constituer une solution. Sachant que la faim est essentiellement une question de répartition des richesses, de difficultés d'accès à l'alimentation par une proportion importante de la population mondiale du fait de sa pauvreté, et qu'une partie importante de la population sous-alimentée vit de l'agriculture, on peut dire:

- Il est fort peu probable que les OGM puissent constituer une solution pour les populations vivant de l'agriculture qui souffrent de la faim. En effet, les OGM sont accessibles uniquement par achat de semences dans le commerce, ce qui nécessite des moyens financiers que les populations concernées n'ont pas. Et elles sont bien plus chères que les semences conventionnelles. Ainsi les semences de coton OGM coutaient 41€ le sac au Burkina Faso début 2012 contre 1,2€ pour les semences conventionnelles.
- De plus, comme la plupart des semences d'OGM ne sont utilisables que sur une saison (les semences éventuellement récupérées à partir d'une récolte d'OGM n'ont en général pas les caractéristiques qu'ont les semences initialement achetées - dans le cas contraire le producteur devrait payer une redevance puisque les OGM font l'objet de brevet appropriés par les firmes privées) la dépense pour le producteur doit être renouvelée annuellement. Le coût d'utilisation des OGM est donc rédhibitoire pour les paysans les plus pauvres.
- La généralisation éventuelle de l'utilisation des OGM par les producteurs capables de les acheter risque d'entraîner une baisse des prix des produits alimentaires. Les producteurs les plus pauvres auront donc plus de mal à vendre leurs produits à un bon prix et verront leur revenu diminuer, les enfonçant davantage dans la pauvreté, ou les poussant à accélérer leur mouvement de sortie de l'agriculture.

¹ Séralini, Clair, Mesnage, Gress, Defarge, Malatesta, Hennequin, Spiroux de Vendômois, **Long term toxicity of a Roundup herbicide and a Roundup-tolerant genetically modified maize**, Food and Chemical Toxicology Volume 50, Issue 11, November 2012, Pages 4221–4231

- Pour ceux des personnes souffrant de la faim et ne vivant pas de l'agriculture, la baisse des prix découlant de la généralisation éventuelle des OGM aurait un effet positif sur leur revenu réel (pouvoir d'achat), mais au risque d'effets négatifs sur leur santé.

Il ne paraît donc pas que l'utilisation des OGM soit une solution à la faim, bien au contraire!



Pour plus d'informations lire:

- [Les OGM une solution au problème de la faim dans le monde ? ? ?](#)
- [Cultures génétiquement modifiées le point de vue de la FAO \(2001\)](#)
- [Peser le pour et le contre des OGM \(FAO 2003\)](#)
- [Biotechnologies agricoles dans les pays en développement: choix et perspectives pour les cultures, les forêts, l'élevage, les pêches et l'agro- industrie face aux défis de l'insécurité alimentaire et du changement climatique, FAO 2010](#)
- <http://ogm.greenpeace.fr> Site anti OGM
- <http://www.ogm.org> Site pro OGM

Idée reçue 12: l'agriculture chimique est indispensable pour nourrir le monde



Faux

Bien que cette idée ne porte pas directement sur la question de la faim, mais plutôt sur celle de la capacité à moyen ou long terme qu'a l'agriculture mondiale de nourrir une population croissante, le débat entre une agriculture basée sur l'utilisation de produits de synthèse (engrais chimiques, pesticides et herbicides) et une agriculture moins dépendante d'apports de synthèse à fort contenu en énergie fossile (agriculture écologique, agriculture biologique), est pertinent quand on est préoccupé par la faim dans le monde.

Ce débat pourrait en fait se décliner en deux parties:

- Une agriculture moins dépendante de la chimie peut-elle nourrir le monde?
- Quel effet le développement d'une telle agriculture pourrait-il avoir sur la faim dans le monde?

Sur la première question, on entend fréquemment des leaders agricoles, des hommes politiques, certains experts et des représentants de grandes firmes clamer que l'abandon de l'agriculture conventionnelle dite «chimique» entraînerait une baisse de la production de 30 à 50%. Certes, remplacer abruptement une agriculture conventionnelle intensive par une agriculture sans intrants de synthèse et qui n'aurait pas adopté d'autres pratiques culturales, aurait des effets dévastateurs immédiats sur la production agricole. Cela aboutirait à des cultures carencées, attaquées violemment par toutes sortes de maladies et se trouvant en compétition avec toutes sortes de plantes adventives («mauvaises» herbes).

Mais ce n'est pas là la véritable alternative. L'option alternative est de remplacer l'agriculture conventionnelle par une agriculture utilisant des pratiques de gestion des cultures (et des élevages) fondées sur les résultats de la recherche ainsi que sur ceux d'expériences menées avec succès dans le monde entier. Ce remplacement, qui nécessiterait une formation des producteurs et une période de transition amènerait probablement une légère réduction de la production dans les zones cultivées de façon très intensive sous agriculture conventionnelle, mais avec en contrepartie la mise en place d'une production durable respectant les ressources naturelles et émettant moins de gaz à effet de serre. Cela concernerait surtout l'agriculture la plus intensive des pays industrialisés et une fraction seulement de l'agriculture des pays non-industrialisés où l'agriculture mise en oeuvre par les petits producteurs utilise généralement peu les produits de synthèse et est relativement peu productive. Par contre, la promotion de l'agriculture écologique ou biologique contribuerait à fortement augmenter la production

des petits producteurs, ce qui au bout du compte ferait mieux que compenser la perte occasionnée par la production dans les pays industrialisés et aiderait à rééquilibrer la répartition de la production agricole dans le monde. Même dans les zones où l'agriculture utilise modérément les intrants de synthèse, le passage à une agriculture écologique ou biologique entraînerait une augmentation de la production. C'est ce qui ressort de la documentation produite à l'occasion de la Conférence internationale sur l'agriculture biologique et la sécurité alimentaire tenue à Rome au siège de la FAO du 03 au 05 mai 2007. Pour appuyer davantage cet argument, une étude de l'Institut de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) montre que l'adoption de l'agriculture biologique en Afrique augmenterait fortement la production agricole et réduirait les importations alimentaires du continent (Halberg 2006). Le travail fait par l'équipe dirigée par Catherine Badgley estime que la généralisation de l'agriculture biologique entraînerait un doublement de rendements agricoles dans les pays non industrialisés.

millions tonnes

	Pays industrialisés Agriculture conventionnelle	Pays industrialisés Agriculture organique	Pays non industrialisés Agriculture conventionnelle	Pays non industrialisés Agriculture organique
Grains	179	166	1026	1204
Tubercules	97	86	294	795
Légumes	150	131	530	1081

Source: Badgley et al. 2007

Sur la deuxième question, il apparaît clairement que le passage de l'agriculture conventionnelle à des agricultures écologique ou biologique aurait un effet positif sur la réduction de la faim dans le monde. Pour trois raisons principales:

- Cela créerait des emplois dans l'agriculture. En effet, ce type d'agriculture demande plus de main d'oeuvre et une gestion plus pointue que l'agriculture conventionnelle qui est fortement mécanisée et où la lutte contre les maladies, ravageurs et adventices se fait par voie chimique et la gestion de la fertilité par l'épandage d'engrais chimiques. La gestion de la fertilité des sols et de la lutte biologique demande en effet plus de travail que l'agriculture conventionnelle. Plus de travail veut dire plus d'emploi ce qui veut aussi dire plus de revenu et donc plus de capacité d'accès à la nourriture qui est la cause première de la faim dans le monde
- Comme les technologies mises en oeuvre par les agricultures écologique et biologique demandent peu d'intrants elles sont plus faciles à adopter par les paysans pauvres que l'agriculture chimique qui demande au producteur d'avoir la capacité d'acheter des intrants (semences améliorées et brevetées, engrais, herbicides, fongicides et pesticides). Elle permettent également de doubler (voire davantage) la productivité de la terre et du travail par rapport à l'agriculture traditionnelle ce qui contribuerait à augmenter les revenus. Les petits agriculteurs verraient donc leur production et leur compétitivité fortement améliorée par rapport aux gros producteurs ce qui contribuerait à améliorer leur capacité de participation au marché, leur revenu et leur conditions de vie. Des simulations ont montré qu'une augmentation de 10% des rendements réduirait le nombre de pauvres d'environ 7% en Afrique sub-saharienne (Byerlee et Alex, 2005).
- Les agricultures écologique et biologique reposant sur la culture de multiple espèces, souvent en association, cela réduit les risques pour le producteur en les diversifiant,

contrairement à l'agriculture «chimique» qui est le plus souvent une agriculture de monoculture plus vulnérable aux maladies et aux ravageurs. Leur production est plus stable, ce qui contribue directement à la dimension stabilité de la sécurité alimentaire.

En conclusion, on voit donc que l'agriculture conventionnelle dite «chimique» n'est pas indispensable pour nourrir le monde, ni encore moins susceptible de régler le problème de la faim. Bien au contraire, l'adoption à grande échelle des agricultures écologique et biologiques est plus à même de résoudre la question de la faim dans le monde, tout en assurant l'alimentation de la population mondiale de façon durable dans le respect de la conservation des ressources naturelles de la planète. Cela réduirait aussi l'impact de la production alimentaire sur le changement climatique en diminuant sa dépendance sur les énergies fossiles.



Lectures complémentaires:

- Diagramme du [Christensen Fund](#) comparant l'agriculture industrielle et l'agriculture écologique (en anglais) Diagramme comparatif en anglais.png
- [Conférence internationale sur l'agriculture biologique et la sécurité alimentaire](#), FAO, Rome, 03 au 05 mai 2007
- [Le monde de l'agriculture biologique - Statistiques et tendances 2009](#) (en anglais)
- [Promouvoir l'agriculture écologique via internet](#), Gouvernement français, 2012

([Materne Maetz](#), octobre 2012
actualisé en septembre 2013)